



JAFOWA

Joint Action for Farmer Organisations in West Africa

FORUM

ROPPA – PAFAO - JAFOWA

DISCUSSION N°10 « APPROVISIONNEMENT EN BIO INTRANTS » - SYNTHÈSE

Discussion Roppa-Pafao-Jafowa en ligne animée du 18 mai au 12 juillet 2021. Dans la synthèse, les contributeurs sont cités entre parenthèses, retrouvez le détail des contributions [ici](#).

DÉFINITION ET POURQUOI CETTE DISCUSSION ?

Un **bio intrant**, biofertilisant ou biopesticide, est un organisme vivant ou un **élément d'origine biologique, par opposition aux éléments d'origine chimique de synthèse ou minérale**, apporté sur une parcelle agricole ou dans un élevage, dans le but de participer à l'optimisation d'une production. Attention à ne pas faire d'amalgame avec le cahier de charges de l'agriculture bio. Les déjections animales utilisées pour la fabrication de biofertilisants peuvent être issues d'élevages conventionnels et certains procédés de fabrication ont recours à des produits toxiques (Comité Français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature).

En Afrique de l'Ouest, de plus en plus d'entreprises développent des initiatives allant de la production d'intrants « bio » à leur promotion pour des démonstrations en milieu paysan, sans que l'on ait une information claire sur les détenteurs des capitaux de ces entreprises (CNCR/CCPA). Elles vont de la PME à la multinationale¹. **L'hypothèse est qu'il y a une demande et/ ou que le concept de « bio intrants » est commercialement porteur** (Grdr). D'ailleurs, tous les géants de la chimie développent des branches « bio-intrants ».

L'achat de bio intrants par les paysans auprès de groupes privés n'est-il pas une piste à explorer ?

DANS QUEL CONTEXTE INTERVIENT LE BOOM DES BIO INTRANTS ?

La demande est difficile à caractériser...

Le problème d'accessibilité aux intrants, bio ou pas, est un constat préalable criant. Au Niger, les semences industrielles hybrides sont le seul intrant utilisé par les paysans pauvres, leur prix est très élevé (jusqu'à 80 FCFA la boîte de 500 grammes, Fasam terre verte).

Les participants au forum ont évoqué des réalités agricoles très diverses sans qu'elles soient forcément explicitées (spéculations, agriculture pluviale/irriguée, vivrière marchande ou autoconsommée / d'export). Le Grdr a, quant à lui, explicité deux situations de référence à propos de son travail de recherche-action sur l'intensification agroécologique : le maraîchage irrigué (à Rufisque au Sénégal et dans la région de Kayes au Mali) et la céréaliculture pluviale

¹ Exemples donnés pour le Burkina Faso (Gret) : Bioprotect, Jardins Verts, Green Cross, Éléphant Vert, Fasobiogaz, Arom H ; Exemples donnés pour la région dakaroise (Grdr) : Éléphant vert, Biotech-services, Sedad (sarl de droit sénégalais).

(Sud Gorgol et Sud Guidimakha en Mauritanie). Dans les deux cas, les pratiques les plus courantes peuvent être considérées comme durables.

D'autres participants soulignent que ce sont souvent les producteurs les moins bien dotés en capital, les femmes et les jeunes notamment (Arcade, Northcode Ghana), qui ont les pratiques les plus durables, preuve que ces pratiques ne résultent pas toujours d'un choix et peuvent évoluer.

En zone cotonnière, les intrants chimiques sont avancés par la Compagnie malienne du textile (déduits ensuite du prix de vente du coton), donc les agriculteurs n'ont pas l'impression de les payer (Arcade).

...et elle se heurte aux fortes contraintes de l'intensification agroécologique

La **sécurisation foncière** revient toujours comme la condition majeure à l'intensification via des pratiques agroécologiques en Afrique de l'Ouest. En effet, contrairement à l'utilisation d'intrants chimiques, le retour sur investissement se fait sur un temps long.

La production de bio intrants au niveau des exploitations familiales **demande du temps et de l'énergie** (ESF, Autre terre, Arcade). Or la main d'œuvre familiale est de plus en plus rare dans les exploitations familiales, les jeunes étant partis pour les villes ou les sites d'orpaillage (Mali, Burkina Faso). Le temps consacré à la préparation des biopesticides et à leur application est une contrainte majeure qui se répercute sur la productivité du travail (Grdr). Un facteur limitant est l'insuffisance d'équipement agricole adapté pour alléger le temps et la pénibilité du travail (Autre terre).

Dans le Sud de Mauritanie, l'adoption de pratiques de production de biopesticides correspond à **une intensification du travail qui ne peut être rémunérée par le marché** (Grdr). Il faudrait une hausse des prix des céréales produites selon les pratiques prescrites pour compenser la surcharge de travail mais rien ne le justifie dans la mesure où les céréales produites sont de qualités équivalentes à celles produites selon les pratiques courantes (pas de traitement ni de fertilisation chimiques).

Les **décisions sont prises par les « vieux »** sur les exploitations familiales et même si les jeunes veulent apporter des changements, ils ne peuvent pas le faire (Arcade).

Malgré cela, les bio intrants sont un secteur dont le potentiel commercial est jugé porteur par les acteurs publics comme privés

Des travaux sont en cours au niveau des universités, des instituts de recherche, des organisations paysannes et d'appui, ce qui étoffe progressivement la gamme de bio intrants (Autre Terre). Néanmoins, quand il existe, le soutien de l'État pour l'utilisation de bio intrants est essentiellement lié à des partenariats avec de grandes entreprises comme Éléphant Vert au Mali. **En effet, de grandes entreprises investissent ce segment de marché et démarchent les acteurs publics et privés en leur proposant des conventions de partenariat.**

LA CO-EXISTENCE ENTRE AUTOPRODUCTION ET ACHAT FAIT L'UNANIMITÉ ...

Les participants au forum s'accordent sur la nécessité de développer à la fois l'autoproduction de bio intrants et la production par des unités spécialisées (ESF, Inades, Afsa, Bioprotect, Aced, Roppa).

Production in situ à encourager

Quand elle est possible (pas trop d'investissement ni de technicité, matières premières disponibles), l'autoproduction de bio intrants a l'avantage de préserver l'autonomie des paysans et d'être peu coûteuse (Bioprotect, ESF, Inades, CNOP Mali). Les paysans avec élevages (agroéleveurs) sont favorisés car ils ont un accès direct à certaines matières premières (ESF). Des pratiques chronophages peuvent être adaptées pour préserver l'énergie des paysans et la productivité des exploitations familiales. ESF et son partenaire au Togo ESFT sont par exemple passés du compostage en fosse au compostage en tas². Autre exemple, au Bénin, Aced a développé une technique de ramassage de la jacinthe d'eau moins pénible. Terre et Humanisme (T&H) travaille depuis 2016 sur l'utilisation de micro-organismes efficaces, méthode ramenée de Cuba par des paysans burkinabés et adaptée aux ingrédients locaux.

Les instituts de recherche peuvent venir valider des résultats identifiés empiriquement par la recherche-action paysanne mais la complexité des démarches pour certifier et mettre sur le marché formel les bio intrants produits sur les exploitations rendraient leur prix prohibitif pour de nombreux paysans (T&H).

La production *in situ* étant souvent insuffisante (Aced), **des bio fertilisants non manufacturés circulent aussi localement à des prix abordables** (Northcode Ghana, Grdr, Cnop Mali).

Essor des bio intrants manufacturés...

Certains intrants nécessitent toutefois des procédés élaborés difficiles à réaliser au sein de l'exploitation. Des économies d'échelle sont requises pour un meilleur rapport qualité prix (Bioprotect). C'est dans ce contexte que certaines entreprises se spécialisent dans la production et la vente de bio intrants. L'utilité « transitoire » des bio intrants manufacturés a été évoquée par plusieurs participants (Afsa, Autre terre, PPI), avec l'idée de sols dégradés à restaurer.

« La fourniture de bio intrants est bien mais ne doit pas être éternelle »
(Famara Diédhiou, Afsa)

... mais coût actuel trop élevé par rapport à la valorisation possible (hors export)

Le Grdr, Nitidae et le Cadre de concertation des producteurs d'arachide (CCPA) au Sénégal ont en commun de travailler sur la documentation de l'efficacité des bio intrants manufacturés.

L'expérience du Grdr menée sur la production de choux à Lendeng (Sénégal) montre que les intrants manufacturés, bien qu'appréciés, sont hors de portée du plus grand nombre (augmentation trop importante des coûts de production). En revanche, les producteurs utilisent systématiquement du compost vendu dans les environs.

Nitidae conclut à l'efficacité d'un bio fertilisant de la société Éléphant vert sur la culture du cacao en Côte d'Ivoire sans toutefois se prononcer sur le rapport coût-bénéfice. Le contexte étant celui d'une demande en cacao certifié biologique, les produits manufacturés semblent donc intéressants pour les produits d'exportation certifiés. L'implantation d'Éléphant Vert au Mali en lien avec la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT) et la demande croissante de coton biologique accrédite cette hypothèse³.

En revanche, aucune information remontée sur le forum n'indique l'utilité des bio intrants manufacturés sur le long terme au niveau des filières locales (à l'exception des niches de

² Lien video youtube

³ <https://objectif-languedoc-roussillon.latribune.fr/economie/environnement/2019-03-01/le-groupe-elephant-vert-investit-3-m-a-beziers-809302.html>

produits vendus aux consommateurs fortunés). Les paysans posent une question d'accessibilité financière et physique aux produits (Gret).

En outre, le CCPA qui collabore avec l'Institut national de pédologie (INP), l'université de Sine Saloun et l'IRD, indique que l'efficacité des bio fertilisants manufacturés n'est pas tangible pour toutes les cultures (maraîchage et céréaliculture mais pas arachide).

Le boom des bio intrants manufacturés semble plutôt un boom de l'offre (multiplication des références et démarchage) **et non de la demande** (problème d'accessibilité, notamment financière, non résolu).

QUELLE POLITIQUE PUBLIQUE DE SOUTIEN À LA DEMANDE DE BIO-INTRANTS MANUFACTURÉS ?

Pourquoi le soutien via les firmes ne change pas la donne

Les bio intrants manufacturés ne sont a priori intéressants que s'ils viennent en remplacement d'intrants chimiques utilisés sur les cultures d'export, dans une démarche de conversion vers l'agriculture biologique certifiée. Rien n'indique qu'ils soient une solution pour les filières locales en l'absence de politique publique les rendant accessibles.

De plus, il semble contradictoire avec l'objectif de préservation des ressources de vouloir importer des bio intrants d'autres continents comme le fait le Mali avec des biostimulants produits à Béziers dans le Sud de la France⁴ (Cnop Mali, Bioprotect). Et quand la production est faite en Afrique de l'Ouest, l'accès aux matières premières peut être déséquilibré par cette production à grande échelle. Dans la région de Ségou où le groupe suisse Eléphant Vert produit des biofertilisants à partir des jacinthes d'eau déjà utilisées par les paysans, le Cnop Mali témoigne du quadruplement du prix du fumier (de 1 000 à 4 000 FCFA la charrette).

Quand l'État sénégalais a décidé début 2021 de consacrer 10 % du budget intrants aux bio intrants, le CNCR note qu'il ne s'agit que d'intrants manufacturés (locaux ou importés). Le suivi de leur efficacité est en cours, mais sans ressources publiques le soutenant. Parallèlement, aucun participant n'a mentionné un soutien public à la production de bio-intrants par les paysans eux-mêmes, mise à part la Cedeao et des coopérations comme l'AFD (CNCR/CCPA).

Si l'essor des bio intrants manufacturés correspond à **un simple « élargissement de gamme » des firmes agroindustrielles** leur faisant gagner de nouveaux marchés, ils peuvent s'avérer **dangereux car rien n'indique qu'ils permettent de mieux rémunérer les paysans ou de créer des emplois décents**. Pourquoi les privilégier au détriment des systèmes économiques locaux et des paysans ? (Cnop Mali).

Qui plus est, l'investissement public ne doit plus encourager des modes de production dommageables pour les territoires et l'environnement.

« "Les commandes maliennes ont relancé l'activité du site de Béziers. Nous menons un important travail de terrain en Afrique depuis 2011, pour montrer l'efficacité des biostimulants, et nous sommes aussi présents au Maroc, au Sénégal, au Kenya, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire." » (Sébastien Couasnet, co-fondateur et président d'Éléphant Vert, La Tribune, 2019)

Le recours à des bio-intrants manufacturés ne devrait être qu'une solution transitoire et non définitive au risque justement de dépendre encore du monopole des firmes phytosanitaires (Pauline Zei, Inades Formation)

⁴ <https://www.midilibre.fr/2019/02/28/beziers-une-delegation-malienne-en-visite-dans-lentreprise-elephant-vert,8042273.php>

Relocaliser la production de bio intrants par le soutien aux PME des territoires et aux paysans

Pour amorcer la transition écologique, il importe que les États qui subventionnent les intrants chimiques puissent progressivement s'orienter vers des bio intrants fabriqués localement pour qu'il y ait des retombées économiques et environnementales positives. Pourquoi ne pas plutôt dynamiser les territoires et faire profiter les communautés de cette nouvelle filière ? C'est potentiellement une source d'opportunité de cultiver des plantes qui soient nécessaires à la production de ces bio intrants. Soutenir les initiatives de production de bio intrants par les paysans localement et les initiatives de jeunes ruraux entrepreneurs représente un potentiel de création de richesses bien plus important (Autre Terre).

La production peut être organisée localement (Roppa), comme c'est déjà en partie le cas. **Si les PME nationales sont encouragées** par des mesures fiscales, d'accès au financement et aux appels d'offre publics, de facilitation des procédures d'homologation, etc. (Bioprotect, Autre Terre, Aced), **non seulement les bio intrants pourraient s'adresser à des segments de marchés agricoles plus larges, mais ils seraient aussi véritablement écologiques et porteurs de développement économique.** Au-delà de la réglementation, il est aussi urgent de contrôler la qualité des bio intrants mis sur le marché pour ne pas décourager les producteurs (Autre Terre).

En outre, les OP ont montré qu'elles pouvaient mettre en place des coopératives semencières : le Roppa pense possible le même type de modèle pour la production d'intrants organiques, maillon intéressant sur lequel des jeunes se positionneraient. Un modèle hybride impliquant des paysans et d'autres acteurs privés est peut-être aussi à imaginer (Roppa).

CONSTRUIRE UNE DEMANDE FORTE DE PRODUITS LOCAUX AGROÉCOLOGIQUES

Les défis restent nombreux dans le cas d'un soutien aux unités locales de production, en particulier celui des conflits potentiels au niveau des sources d'approvisionnement (matières premières déjà utilisées par les paysans ou pour d'autres usages, Bioprotect), et d'un prix qui reste accessible bien que le produit soit de qualité certifiée.

Pour rémunérer les paysans, plusieurs participants mentionnent un indispensable travail de fond : **la construction d'une demande forte par le biais d'une sensibilisation accrue des consommateurs sur l'avantage d'une consommation de produits locaux sains** sur leur santé et l'économie locale (Aced, Fasam terre verte). Le contexte de la pandémie de Covid-19 est plutôt favorable à la réception de ce discours. Nous vous invitons à vous saisir de l'outil Festival ALIMENTTERRE comme le font bon nombre d'organisations au Sénégal, Bénin, Togo, Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et en Guinée⁵.

Attention, l'agroécologie ne se résume pas à l'utilisation de bio intrants. L'ONG Autre Terre au Burkina Faso a réalisé un répertoire d'une soixantaine de bonnes pratiques agroécologiques. Ce travail participatif a impliqué paysans, chercheurs, associations et ONG sur une année. Il est amené à s'enrichir.

Et la lutte contre les intrants chimiques non homologués, importés frauduleusement, doit se poursuivre (Autre terre) ainsi que la sensibilisation aux dangers que représentent tous les intrants chimiques (Aced, Arcade, PPI) pour la santé humaine, la biodiversité et le climat.

Hélène Basquin Fané, CFSI, 2021

⁵ <https://www.alimenterre.org/le-festival-alimenterre-0>

Nous remercions les personnes qui ont participé à la discussion #10 :

Komi **Abitor** (ETD), Imelda **Agandanou** (Roppa), Sessi Rostaing **Akoha** (Roppa), Sidy **Ba** (CNCR), Hélène **Beaulieu** (Terre & Humanisme), Famara **Diédhiou** (Afsa), Boubacar **Djibo Almoustapha** (Fasam Niger), Valérie **Géhin** (Arcade), Abdoul Aziz **Gningue** (Forum pour un Développement Durable Endogène), Sylvain **Gomez** (Élevages sans frontières), Donald **Houessou** (Aced), Chantal **Jacovetti** (CNOP Mali), Kouka **Kaboré** (Gret), Yvan **Lecoq** (Grdr), Christian **Legay** (Autre terre), Damien **Martin** (Fonds français pour l'environnement mondial), Mamadou **Ndiaye** (Association des unités maraîchères des Niayes), Georges **N'Do** (Ampo TT), Cédric **Rabany** (Nitidae), Arsène **Sawadogo** (GIE Bioprotect), Pape **Seck** (Grdr), Moussa **Zalle** (Apromab), Pauline **Zei** (Inades Formation), Cletus **Zume** (Northcode Ghana).



Bannière internet du groupe Éléphant vert (présent dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest)
© Éléphant vert

Références utiles :

- [Recueil des contributions à la discussion#10](#), 2021
- [14 ans de formation d'animateurs endogènes en Agroécologie](#), Terre & Humanisme, 2020
- [Recueil des pratiques agroécologiques éprouvées et mises en œuvre au Burkina Faso](#), Autre Terre, 2020

Voir aussi les synthèses précédentes du forum de discussion :

[Impact de la crise Covid-19 sur la sécurité alimentaire](#), juillet 2020 ; [Mobilisation de capitaux](#), septembre 2019 ; [Revenus des femmes et suivi](#), septembre 2018 ; [La labellisation des produits locaux et de terroir](#), avril 2018 ; [La mise en marché des produits agroécologiques](#), octobre 2017 ; [Les achats institutionnels](#), décembre 2016 ; [Quelle forme juridique pour les unités de l'aval ?](#), mai 2016 ; [Conditionnement et emballage](#), janvier 2016 ; [Approvisionnement des unités de transformation](#), juillet 2015

Retrouvez les informations sur le « consommer local en Afrique de l'Ouest » sur www.alimenterre.org : « [Celles et ceux qui font](#) » et [Carte du réseau Pafao et de ses alliés](#)